



KPMG SA
40 Place de la République
CS81639
72016 Le Mans

UDAF de la Sarthe Association

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

UDAF de la Sarthe Association

67 Boulevard Winston Churchill CS 51930 72019 LE MANS CEDEX 2

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
40 Place de la République
CS81639
72016 Le Mans

UDAF de la Sarthe Association

67 Boulevard Winston Churchill CS 51930 72019 LE MANS CEDEX 2

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association UDAF de la Sarthe Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UDAF de la Sarthe Association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Règles et principes comptables

Les notes « 11) Financement de l'activité Tutelle » et « Variation des fonds propres » de l'annexe, exposent les règles et méthodes comptables relatives à la dotation et aux subventions octroyées.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous estimons que les notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement



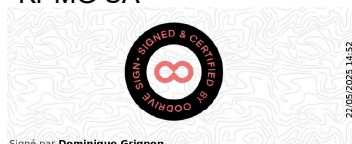
s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Mans, le 22 mai 2025
KPMG SA



Dominique GRIGNON
Associé

A C T I F		Arrêté au 31/12/2024 Durée 12 mois			31/12/2023 12 mois
		BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Actif Immobilisé					
Immobilisations Incorporelles					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs		111 885,93	-105 344,46	6 541,47	8 004,90
Immobilisations Corporelles					
Terrains		93 418,15		93 418,15	93 418,15
Constructions		2 380 820,27	-2 133 529,55	247 290,72	285 673,59
Autres		965 172,28	-827 908,94	137 263,34	136 531,47
Immobilisations corporelles en cours		34 612,80		34 612,80	6 177,90
Immobilisations Financières					
Autres		63 488,00		63 488,00	63 488,00
TOTAL I		3 649 397,43	-3 066 782,95	582 614,48	593 294,01
Comptes de Liaison					
Comptes de Liaison					
TOTAL II					
Actif Circulant					
Stocks et en cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Avances et acomptes versés sur commandes		41 190,81		41 190,81	32 521,40
Créances					
Créances redevables usagers et comptes rattachés		228 002,23	-6 910,76	221 091,47	270 399,39
Autres		318 651,87		318 651,87	187 163,67
Valeurs mobilières de placement					
Valeurs mobilières de placement		295 000,00		295 000,00	295 000,00
Disponibilités					
Disponibilités		5 720 040,58		5 720 040,58	5 150 415,85
TOTAL III		6 602 885,49	-6 910,76	6 595 974,73	5 935 500,31
Comptes de Régularisation					
Charges constatées d'avance					
Charges constatées d'avance		53 336,90		53 336,90	46 667,26
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Primes de remboursement des obligations					
Ecart de conversion Actif					
TOTAL IV		53 336,90		53 336,90	46 667,26
TOTAL GENERAL					
		10 305 619,82	-3 073 693,71	7 231 926,11	6 575 461,58

P A S S I F

Arrêté au 31/12/2024

Durée 12 mois

31/12/2023

12 mois

Fonds Associatifs**Fonds associatifs sans droit de reprise (dont legs ,subv. d'invest. renouv)**

Fonds associatifs sans droit de reprise (dont legs ,subv. d'invest. renouv)

751,49

751,49

Ecart de réévaluation**Réserves statutaires et réglementées**

Réserves réglementées

2 467 060,61

2 209 532,06

Autres reserves

795 149,10

697 049,57

Report à nouveau (gestion non contrôlée)

Report à nouveau (gestion non contrôlée)

222 039,16

200 665,24

Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)

Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)

329 692,10

230 413,81

Fonds associatif avec droit de reprise**Résultats sous contrôle tiers financeurs**

Résultats sous contrôle tiers financeurs

445 375,96

591 964,15

Subventions d'investissement sur biens non renouvelables

Subventions d'investissement sur biens non renouvelables

12 578,91

11 939,24

Provisions réglementées

Provisions réglementées

164 514,90

97 842,09

Droits des propriétaires (Commodats)

TOTAL I

4 437 162,23

4 040 157,65

Comptes de Liaison**Comptes de Liaison**

TOTAL II

Provisions pour risques et charges**Provisions pour risques****Provisions pour charges**

Provisions pour charges

858 971,00

816 756,00

TOTAL III

858 971,00

816 756,00

Fonds Dédiés**Sur autres ressources**

Sur autres ressources

5 265,86

8 597,29

Sur Concours publics

232 847,80

217 271,80

TOTAL IV

238 113,66

225 869,09

Dettes**Emprunts Obligataires****Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit**

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

74 332,49

93 535,81

Emprunts et dettes financières divers

Emprunts et dettes financières divers

17 647,56

16 764,52

Avances et acomptes recus sur commandes en cours**Dettes fournisseurs et comptes rattachés**

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

181 703,77

140 955,30

Dettes fiscales et sociales

Dettes fiscales et sociales

1 141 333,01

1 047 156,28

Dettes sur immobilisations, comptes rattachés**Autres dettes (d'exploitation)**

Autres dettes (d'exploitation)

41 521,04

25 446,64

TOTAL V

1 456 537,87

1 323 858,55

Comptes de régularisation**Produits constatés d'avance**

Produits constatés d'avance

241 141,35

168 820,29

Ecarts de conversion Passif

Ecarts de conversion Passif

TOTAL VI

241 141,35

168 820,29

TOTAL GENERAL

7 231 926,11

6 575 461,58

Compte de résultat

TOTAL UDAF 72

	Arrêté au : 31/12/2024		31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations	2 606,00	0,04	2 319,50	0,04	286,50	12,35
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services	95 355,60	1,41	1 127 860,91	20,61	-1 032 505,31	-91,55
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
Ventes de biens et services	95 355,60	1,41	1 127 860,91	20,61	-1 032 505,31	-91,55
Concours publics et subvt° exploitation	6 766 361,24	100,00	5 472 049,01	100,00	1 294 312,23	23,65
Subventions d'exploitation	5 729,67	0,08	36 198,00	0,66	-30 468,33	-84,17
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommable						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières	223 699,39	3,31	213 229,50	3,90	10 469,89	4,91
Produits de tiers financeurs	6 995 790,30	103,39	5 721 476,51	104,56	1 274 313,79	22,27
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	54 427,49	0,80	50 345,66	0,92	4 081,83	8,11
Utilisations des fonds dédiés	101 648,15	1,50	41 190,67	0,75	60 457,48	146,77
Autres produits	1,81	0,00	153,17	0,00	-151,36	-98,82
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	7 249 829,35	107,15	6 943 346,42	126,89	306 482,93	4,41
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	868 859,43	12,84	828 011,94	15,13	40 847,49	4,93
Impôts, taxes et versements assimilés	498 489,48	7,37	481 378,28	8,80	17 111,20	3,55
Salaires et traitements	3 976 325,98	58,77	3 726 233,29	68,10	250 092,69	6,71
Charges sociales	1 424 248,21	21,05	1 291 450,97	23,60	132 797,24	10,28
Dotations aux amortissements	106 423,56	1,57	114 083,60	2,08	-7 660,04	-6,71
Autres charges	82,96	0,00	13,94	0,00	69,02	495,12
Dotations aux provisions	42 845,69	0,63	88 649,54	1,62	-45 803,85	-51,67
Report en fonds dédiés	113 892,72	1,68	210 303,57	3,84	-96 410,85	-45,84
Aides financières	15 854,27	0,23	15 204,06	0,28	650,21	4,28
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	7 047 022,30	104,15	6 755 329,19	123,45	291 693,11	4,32
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	202 807,05	3,00	188 017,23	3,44	14 789,82	7,87
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.						
Autres intérêts et produits assimilés	183 723,28	2,72	96 320,28	1,76	87 403,00	90,74
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	183 723,28	2,72	96 320,28	1,76	87 403,00	90,74
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	3 768,12	0,06	4 601,21	0,08	-833,09	-18,11
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	3 768,12	0,06	4 601,21	0,08	-833,09	-18,11
RESULTATS FINANCIERS	179 955,16	2,66	91 719,07	1,68	88 236,09	96,20
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	382 762,21	5,66	279 736,30	5,11	103 025,91	36,83
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion			21 000,00	0,38	-21 000,00	-100,00
Sur opération en capital	22 036,71	0,33	67,76	0,00	21 968,95	
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V	22 036,71	0,33	21 067,76	0,39	968,95	4,60
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion	145,93	0,00	5 708,63	0,10	-5 562,70	-97,44
Sur opération en capital	8 288,08	0,12	382,41	0,01	7 905,67	2 067,33
Dotation aux amortissements et aux prov.	66 672,81	0,99	64 299,21	1,18	2 373,60	3,69
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI	75 106,82	1,11	70 390,25	1,29	4 716,57	6,70
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-53 070,11	-0,78	-49 322,49	-0,90	-3 747,62	7,60

Compte de résultat

TOTAL UDAF 72

Arrêté au :							
31/12/2024		31/12/2023		Variation			
Montant	%	Montant	%	Montant	%		
Participation des salariés							
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII							
Impôts sur les bénéfices							
TOTAL VIII							
PRODUITS	7 455 589,34	110,19	7 060 734,46	129,03	394 854,88	5,59	
CHARGES	7 125 897,24	105,31	6 830 320,65	124,82	295 576,59	4,33	
TOTAL XI							
EXCÉDENT OU DÉFICIT		329 692,10	4,87	230 413,81	4,21	99 278,29	43,09
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée							

Compte de résultat

TOTAL UDAF 72

Arrêté au :		31/12/2024		31/12/2023		Variation	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Contributions Produits						
Dons en nature						
Prestation en nature						
Bénévolat						
CONTRIBUTIONS PRODUITS						
Contributions Charges						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens et services						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
CONTRIBUTIONS CHARGES						

Compte de résultat

TOTAL UDAF 72

Liste des structures

INTRODUCTION

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **7 231 926.11** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total de **produits** de **7 455 589.34** euros et un total de **charges** de **7 125 897.24** euros, dégagant ainsi un **excédent** de **329 692.10** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) a pour objet, sur le plan départemental :

- 1) Conformément aux dispositions de l'article L. 211-3 du Code de l'action sociale et des familles de :
 - a) donner son avis aux Pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ;
 - b) représenter officiellement auprès des Pouvoirs publics, l'ensemble des familles, et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils et assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la région, le département, la commune ;
 - c) gérer tout service d'intérêt familial dont les Pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge ;
 - d) exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique, notamment de l'agrément prévu à l'article L.421-1 du Code de la consommation, l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles y compris pour les infractions prévues par l'article 227-24 du code pénal.
- 2) De donner à l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui adresser spontanément toutes suggestions dont l'examen lui paraîtra opportun ;

De donner à l'Union Régionale des Associations Familiales (URAF) à laquelle elle adhère, des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui adresser spontanément toutes suggestions dont l'examen lui paraîtra opportun ;
- 3) D'entreprendre toutes études et actions utiles à la défense des intérêts généraux, matériels et moraux des familles (y compris en leur qualité d'usagères et consommatrices de biens et services) ;
- 4) De mettre à la disposition des membres actifs et des organismes associés la documentation utile à l'exercice de leur mission ;
- 5) De faciliter la collaboration de ses membres actifs avec les organismes associés dans la mesure où ces groupements à but familial, sans constituer une association familiale au sens de l'article L. 211-1 du Code de l'action sociale et des familles, n'en exercent pas moins une activité utile aux familles ;

- 6) De gérer tout service que le développement des services collectifs pourra initier ;
- 7) D'agir dans tous les domaines de la vie des familles, et notamment, l'enfance et la jeunesse, l'habitat, l'emploi, la rééducation, la protection sociale, l'environnement, la sante, la consommation, l'économie, l'autonomie et la dépendance, le handicap, le développement durable, les médias et les usages numériques.

Description des activités/missions de l'association

Activités & missions	Description	Moyens mis en œuvre	Financement
Service « mandataire judiciaire à la protection des majeurs » (MJPM)	3 071 mesures de tutelle, curatelle, sauvegarde 35 MAJ (mesures d'accompagnement judiciaire)	Moyens humains et financiers	Dotation globale D.D.E.T.S + participation des majeurs (frais de gestion)
Service Institution	Défenseur des intérêts familiaux vis-à-vis des pouvoirs publics	Moyens humains et financiers	Subvention UNAF
Service « Information et soutien aux tuteurs familiaux » (ISTF)	Informier et soutenir les familles quand la mesure de protection leur est confiée	Moyens humains et financiers	Subvention D.D.E.T.S
Service « Point Conseil Budget » (PCB)	5 lieux d'accueil dans le cadre de conseil budgétaire	Moyens humains et financiers	Subvention D.D.E.T.S

FAITS CARACTERISTIQUES

La dernière échéance du plan de sauvegarde avait bien été honorée comme prévu en 2019. Cependant, la clôture du plan de sauvegarde ne peut pas avoir lieu tant qu'un jugement est toujours en cours.

Les refacturations internes ont été neutralisées. Elles représentent **143 057** euros en 2024 et se décomposent comme suit :

- Indemnité d'occupation des locaux : **111 059** euros
- Refacturation des salaires : **31 998** euros

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'Association Association UDAF 72 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Général et en particulier les Règlements du Comité de la Réglementation comptable rappelées ci-dessous :

- Règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels ;
- Règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et le n°2020-08 qui est venu le compléter ;
- Règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux comptes annuels des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux.

Les méthodes comptables retenues ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

1) Valeurs immobilisées :

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

L'amortissement a été calculé sur la durée probable d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle.

Les amortissements sont comptabilisés en mode linéaire.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

Compte	Durée
Autres immobilisations corporelles	3 ans
Constructions sur sol propre	25 à 50 ans
Constructions sur sol d'autrui	10 à 15 ans
Installations des constructions	10 à 25 ans
Matériel de transport	N/A
Matériel de bureau, mobilier	5 à 20 ans

2) Immobilisations financières :

La valeur des immobilisations financières est constituée par le coût d'achats hors frais accessoires, directement imputable à l'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée par le montant de la différence.

La valeur d'inventaire est appréciée sur la base des critères tels que la valeur de la quote-part dans l'actif net.

3) Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

4) *Valeurs mobilières de placement*

Les titres cotés ou non cotés sont comptabilisés au prix d'achat.

Les dépréciations apparaissent éventuellement sur certains titres et elles ont été constatées sous forme de provision.

5) *Disponibilités*

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

6) *Achats*

Les frais accessoires d'achats payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les charges d'achat mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.

7) *Frais de gestion des mesures*

Concernant les frais de gestion des mesures, les modalités de facturation sont définies par le code de l'action sociale et des familles. L'article L.471-5 du code de l'action sociale et des familles prévoit que le coût des mesures de protection est à la charge totale ou partielle de la personne protégée en fonction de ses ressources.

Les règles relatives à l'assiette et aux modalités de reversement de la participation des personnes protégées au financement de leur mesure de protection est prévue par le décret n°2008-1554 du 31 décembre 2008 relatif aux modalités de participation des personnes protégées au financement de leur mesure de protection.

Plusieurs modifications ont été apportées depuis :

- Le décret n°2011-710 du 21 juin 2011 concernant l'assiette et le versement de la participation des personnes protégées au financement de leur mesure de protection ;
- Le décret n° 2018-767 du 31 août 2018, à partir du 1er septembre 2018 relatif au financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et l'arrêté du 31 août 2018 relatif à la détermination du coût des mesures de protection exercées par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs modifient les règles de participation des majeurs protégés ;

Un montant prévisionnel des frais de gestion est calculé en début d'année en fonction des données de l'année N-1, ou à défaut des derniers chiffres connus. Une régularisation est effectuée en fonction des ressources de l'année N-1.

8) *Produits et charges exceptionnels*

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Le résultat exceptionnel au 31/12/2024 de – 53 070 euros est composé de :

- Charges exceptionnelles pour 75 107 euros :
 - Ecarts gestion courante (NDF) : 146 euros
 - VCEAC : 8 288 euros
 - Dotation aux provisions règlementées : 66 673 euros

- Produits exceptionnels pour 22 037 euros :
 - Cession d'éléments d'actif : 17 880 euros
 - Quote-part subvention d'investissement : 4 156 euros

9) Organisation de la comptabilité générale

Les charges et produits sont gérés de façon analytique afin de pouvoir déterminer un résultat par service : MJPM, Institution, ISTF, PCB. Afin de répartir certaines charges communes entre les structures, des clés de répartition sont utilisées. L'UDAF utilise des comptes de liaison pour constater les dettes et créances de chaque section analytique.

A cet effet, la répartition de chaque compte, selon leur nature, a été définie selon les clés de répartition suivantes : nombre d'ETP, surface au sol, utilisation des véhicules de service, réel.

10) Comptes des majeurs

Les comptes suivants des majeurs protégés sont inscrits au bilan 2024 de l'association :

- CNP Bons de capitalisation : 6 665 euros : il s'agit de fonds pour lesquels les majeurs ou familles n'ont pas été retrouvés. A ce jour, l'UDAF ne sait pas à qui elle doit reverser ces fonds (même montant que sur N-1).
- Crédit mutuel : 8 133 euros (même montant que sur N-1).

Par ailleurs, les soldes des comptes bancaires au nom des majeurs protégés pour lesquels l'UDAF dispose d'un droit exclusif de gestion au titre des mandats de protection qu'elle exerce étaient au 31 décembre 2024 :

- Comptes de fonctionnement : 20 852 468 euros
- Comptes de placement ou de mises à disposition : 122 005 345 euros

11) Financement de l'activité Tutelle

Le service MJPM (Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs) de l'UDAF de la Sarthe, inclus dans l'activité Tutelle, est financé par une dotation globale depuis 2006. Les montants ne deviennent définitifs que deux ans après leur attribution.

12) Effectifs salariés

Effectif au 31/12/2024 par catégorie de salariés :

Catégorie	Equivalent temps plein
Cadre	7,7
Non Cadre	108,7
TOTAL	116,4

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE DES COMPTES

Nous ne constatons pas d'événements postérieurs à la clôture significatifs à mentionner en annexe.

LITIGES EN COURS

- *Litige avec un majeur* : Néant
- *Autre procédure en cours* : Néant

INDEMNITE DE FIN DE CARRIERE

La provision pour départ à la retraite a fait l'objet d'un ajustement de 42 215 euros et s'élève en fin d'exercice à 858 971 euros, cette provision est établie selon les paramètres suivants :

- Convention collective des établissements médico-sociaux
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1 %
- Taux d'actualisation et de revalorisation annuelle : 1.80 % (inflation comprise)
- Départ prévu à 65 ans
- Taux de rotation : 1 %
- Taux de charges sociales : 56 %
- Départ à l'initiative du salarié
- Table de mortalité utilisée : INSEE 2010-2012

Le taux d'actualisation a été maintenu pour l'exercice 2024 à 1.80 % par rapport au taux préconisé. Il s'agit d'une méthode simplifiée propre à l'Association conformément à la recommandation ANC 2013 02 qui permet l'utilisation d'une méthode simplifiée pour les entités de moins de 250 salariés.

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le montant des honoraires figurant au compte de résultat pour le commissaire aux comptes s'élève à :

- 14 726 euros au titre du contrôle légal des comptes de l'exercice 2024
- 108 euros au titre de prestations complémentaires entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes.

REMUNERATION DES 3 PLUS HAUT SALAIRES

La rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants s'élève en 2024 à 186 833 euros.

CONCOURS PUBLICS & SUBVENTIONS OCTROYEES

Montants des concours publics & subventions octroyées sur l'exercice :

Intitulé	Nature	Catégorie de financeurs	Montants
Dotation globale MJPM	Contribution publique	D.D.E.T.S	5 384 540 €
Frais de gestion MJPM	Contribution publique	Majeurs	1 211 437 €
Subvention ISTF	Contribution publique	D.D.E.T.S	51 161 €
Subvention PCB	Contribution publique	D.D.E.T.S	84 271 €
Dotation globale MJPM	Contribution publique	Conseil départemental 72	16 202 €
Autres subventions	Subventions d'exploitation	Conseil départemental 72	18 750 €
Autres subventions	Subventions d'exploitation	MSA	638 €
Autres subventions	Subventions d'exploitation	Parentalité	2 240 €
Autres subventions	Subventions d'exploitation	C.A.F	2 455 €
Autres subventions	Subventions d'exploitation	D.R.F.I.P	397 €

ENGAGEMENT HORS BILAN

Les informations ci-dessous correspondent aux principaux contrats pour lesquels l'UDAF est engagée au 31/12/2024 (engagement supérieur à 1 an, charge supérieure à 10 K€) :

Prestation	Société	Durée	Montant annuel	Début
Location de locaux	CITYA GERANCE	6 ans	27 720.00	01/01/2024
Maintenance et hébergement infogérance	Synergie	4 ans	24 090.22	17/05/2019

Concernant les véhicules de services, l'association UDAF loue 27 véhicules. Les contrats de location ont une durée de 12 mois et un kilométrage contractuel de 15 000 km.

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Charges constatées d'avance :

Libellé	Montant
Charges diverses d'exploitation	53 337 €
TOTAL	53 337 €

Charges à payer :

Libellé	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	275 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	54 140 €
Dettes fiscales et sociales	896 680 €
Autres dettes	7 443 €
TOTAL	958 538 €

Produits constatés d'avance :

Libellé	Montant
Produits divers d'exploitation	241 141 €
TOTAL	241 141 €

Produits à recevoir :

Libellé	Montant
Créances clients et comptes rattachés	167 606 €
Autres créances	229 587 €
Disponibilités	27 645 €
TOTAL	424 838 €

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements reçus :

Libellé	Montant
Commune du Mans	14 597 €
Conseil départemental	59 460 €

Engagements réciproques :

Libellé	Montant
Intérêts restant à courir sur emprunts	6 342 €

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Il a été décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature sur l'exercice 2024.

Celles-ci ne sont pas exhaustives, puisque ces contributions n'ont pu être déterminées que pour une partie des bénévoles.

La méthode de valorisation de ce temps s'est appuyée sur la déclaration des heures effectuées par les bénévoles.

Les contributions correspondent pour la majeure partie des bénévoles à des représentations de l'UDAF dans diverses instances et à la participation aux instances statutaires et à la vie associative de l'UDAF.

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Transfert	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	112 932	8 834	-	9 880	111 886
Frais d'établissement	-				-
Frais de recherche et de développement	-				-
Concessions, brevets, licences	-				-
Fonds commercial	-				-
Autres	111 967	8 834	965	9 880	111 886
Immobilisations incorporelles en cours	965	0	-965		
Avances et acomptes	-				-
Immobilisations corporelles	3 387 552	95 198	-	8 727	3 474 024
Terrains	93 418				93 418
Constructions	925 763				925 763
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 452 297	2 760			1 455 057
Matériel de transport	-				-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	910 861	57 825	5 213	8 727	965 172
Immobilisations corporelles en cours	-				-
Avances et acomptes	5 213	34 613	-5 213		34 613
Immobilisations financières	63 488	-	-	-	63 488
Participations	-				-
Créances rattachées à des participations	-				-
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	-				-
Autres titres immobilisés	-				-
Prêts	63 488				63 488
Autres	-				-
TOTAL	3 563 973	104 032	-	18 607	3 649 397

AMORTISSEMENTS

	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	103 963	3 267	1 885	105 345
Frais d'établissement Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences	103 963	3 267	1 885	105 345
Autres				
Immobilisations corporelles	2 866 716	103 158	8 435	2 961 439
Terrains	-			
Constructions	718 881	27 302		746 183
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 373 506	13 840		1 387 346
Matériel de transport	-			
Matériel de bureau et informatique, mobilier	774 329	62 016	8 435	827 909
TOTAL	2 970 679	106 425	10 320	3 066 783

PROVISIONS

	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	97 842	66 673		164 515
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	816 756	42 846	631	858 971
Provision pour dépréciation	6 928		17	6 911
TOTAL	921 526	109 519	648	1 030 397
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		42 846	648	
- financières		66 673		
- exceptionnelles				

CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES

	31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	63 488		63 488
Clients, usagers douteux ou litigieux	480 806	480 806	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	308	308	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers	107 005	107 005	
Confédération, fédération, union, entités affiliées			
Créances reçues par legs ou donations			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	53 337	53 337	
TOTAL DES CREANCES	704 944	641 456	63 488
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

ETAT DES DETTES

	31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	74 058	20 000	54 058	
Emprunts et dettes financières divers	1 329	1 329		
Fournisseurs et comptes rattachés	181 704	181 704		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	612 842	612 842		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	422 897	422 897		
Impôts sur les bénéfices	25 732	25 732		
Taxes sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	79 862	79 862		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, entités affiliées	16 319	16 319		
Autres dettes	41 796	41 796		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	241 141	241 141		
TOTAL DES DETTES	1 697 680	1 643 622	54 058	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	19 132			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

VARIATION DES FONDS PROPRES

	Fonds propres 31/12/2023	Affectation résultat N-1	Augmentation	Diminution	Fonds propres 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	751				751
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Ecart de réévaluation	-				-
Réserves statutaires ou contractuelles	2 906 582	98 100	257 529		3 262 210
Réserves pour projet de l'entité	-				-
Autres réserves	-				-
Report à nouveau	200 665	21 374			222 039
Report à nouveau sous ctrl de tiers financeurs	591 964	110 940	45 000	302 529	445 376
Excédent ou déficit de l'exercice	230 414	230 414	329 692		329 692
SITUATION NETTE	3 930 377		632 221	302 529	4 260 068
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	11 939		4 796	4 156	12 579
Provisions réglementées	97 842		66 673		164 515
TOTAL	4 040 158		703 690	306 685	4 437 162

Affectation du résultat 2022 MJPM par l'autorité de tarification

En 2024, lors du rapport de propositions budgétaires, la D.D.E.T.S a affecté le bénéfice comptable MJPM 2022 de 254 008 € comme suit :

- en réserves d'investissement pour 157 529 €,
- repris en atténuation des charges d'exploitation pour -40 000 €,
- en compensation des charges d'amortissement pour 100 000 €,
- en financement des mesures d'exploitation pour 45 000 €,
- en report à nouveau (dépenses non opposables) pour -8 521 €.

Ventilation du résultat 2023

Le résultat 2023 de 230 414 € a été affecté comme suit :

- MJPM : en attente d'affectation par la D.D.E.T.S pour 110 940 €,
- INSTITUTION : en excédents affectés en autres réserves pour 98 100 €,
- ISTF : en report à nouveau créancier pour 5 265 €,
- PCB : en report à nouveau créancier pour 16 109 €.

Suivi des résultats sous contrôle de tiers financeurs :

- Résultats MJPM antérieurs affectés en mesure d'exploitation par la D.D.E.T.S : 599 761 €
- Résultat MJPM affecté en atténuation des charges : 0 €
- Résultat MJPM affecté au financement de mesures d'exploitation : 95 000 €
- Résultats antérieurs MJPM : charges rejetées : -395 103 €
- Résultats antérieurs MJPM : solde débiteur : -95 222 €
- Résultat MJPM 2023 en attente d'affectation par la D.D.E.T.S : 240 940 €

Ventilation des produits de fonctionnement 2024 et du résultat 2024 par secteur d'activité

	Produits de fonctionnement 2024	Résultat comptable 2024
MJPM	6 730 245	175 667
INSTITUTION	529 768	153 592
ISTF	53 591	202
PCB	84 933	231
Neutralisation des produits internes	-143 057	0
TOTAL	7 255 480	329 692

VARIATION DES FONDS DEDIES

	Fonds dédiés 31/12/2023	Reports	Utilisations	Transferts	Fonds dédiés 31/12/2024
Subventions d'exploitation	65 750	15 000	45 526		35 224
Aide à la vie partagée	39 750	15 000	39 750		15 000
Garderie Ephémère	26 000		5 776		20 224
Contributions financières	8 597	0	3 331		5 266
Subvention URAF	-				
Habitat inclusif	8 597		3 331		5 266
Répît parental	-				
Concours publics	151 522	98 893	52 790		197 624
ALT Hébergement	157		157		0
Provision pour renouvellement des immobilisations	8 055		4 014		4 041
Evaluation externe	9 012		9 012		0
Formation CNC	-				
Cercle des parents	849		849		0
Médiation animale	118 813		31 998		86 815
Projet de service	14 636		6 760		7 876
DDETS – Poste archivage		75 387			75 387
DDETS – Poste ISTF		23 506			23 506
TOTAL GENERAL	225 869	113 893	101 648		238 114